

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 21/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SARP NORD**

130 bis Rue de Liège  
59121 Prouvy

Références : V2.2026.154  
Code AIOT : 0007002302

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2026 dans l'établissement SARP NORD implanté 130 bis Rue de Liège 59121 Prouvy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel de l'Inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARP NORD
- 130 bis Rue de Liège 59121 Prouvy
- Code AIOT : 0007002302
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société SARP OSIS NORD exploite sur la commune de Prouvy :

- une installation de regroupement et tri de déchets dangereux ;
- une installation de pré-traitement de déchets dangereux ;
- une installation de regroupement, tri et pré-traitement de déchets non dangereux.

Les activités de cet établissement relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 21/08/1981 modifié, en particulier par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/11/2017.

Cet établissement relève également de la directive IED et est classé à ce titre sous les rubriques suivantes :

- 3510 - Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour (150t/j) ;
- 3550\* - Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 [...] avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte (430 tonnes - \*rubrique IED principale).

A ce titre, il lui appartient de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, dit arrêté WT.

Par courrier en date du 23/05/2024, l'exploitant a adressé au préfet une demande de changement d'exploitant au profit de la société SARP NORD.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Information préalable	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.3.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Contrôles d'admission	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.3.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Ilottage	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9 II.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine géographique des déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 1.2.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence que la fréquence annuelle de mise à jour des fiches d'identification préalable des déchets n'était pas toujours respectée. En matière de gestion du risque incendie, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque incendie dans les sites soumis à autorisation ne sont pas respectées concernant l'organisation de rondes permettant de détecter au plus tôt le départ d'un incendie. De plus les caméras permettant de confirmer un départ de feu lorsque personne n'est présent sur site ne sont pas en fonctionnement depuis plusieurs jours. Un arrêté de mise en demeure est proposé sur ces points pour améliorer la gestion du risque incendie.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Origine géographique des déchets admissibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'admission
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets admis sur l'installation doivent provenir de la région Hauts de France. Cependant, des déchets provenant d'autres régions métropolitaines peuvent y être admis à concurrence de 25% de la capacité annuelle de traitement du centre, soit une quantité maximale de 4 500 tonnes par an.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente le bilan de l'année 2025 concernant la répartition géographique des apports de déchets. Il fait état d'un tonnage de 11727 tonnes en provenance de la région Hauts-de-France et 1751 tonnes hors région.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Information préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'admission
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant l'acceptation du déchet, le producteur ou le collecteur établit un dossier d'identification donnant une description détaillée du procédé ayant engendré le déchet (activité génératrice du déchet, matières premières mises en oeuvre s'il s'agit d'un déchet de fabrication, caractéristiques du produit s'il s'agit d'un déchet d'utilisation ...).

Il est joint au dossier une fiche d'identification du déchet comportant les informations suivantes :

- le type d'activité du producteur et de l'installation dont est issu le déchet ;
- le procédé d'obtention du déchet ;
- une fiche signalétique de sécurité du produit ou des produits constituant le déchet ;
- le mode de conditionnement du déchet pour son transport ainsi que les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre en cas de réaction indésirable ;
- les quantités prévisionnelles annuelles de production du déchet et les fréquences d'enlèvement.

Cette fiche est certifiée conforme et revêtue du cachet du producteur ou du détenteur. Une nouvelle fiche doit être établie dès qu'une modification intervient, soit sur la nature du déchet, soit sur son mode de production.

### **Constats :**

Les inspecteurs consultent des FIP relatives à des producteurs expédiant un flux important de déchets vers le site.

Eaux industrielles de la société AESC France à Lambre lez Douai:

Transit administratif, pas de déchargement sur site. Consultation de la FIP du 14 avril 2025. Le code déchets est identifié: 16 10 01\*, la signature du producteur de déchet apparaît, ainsi que le mode de conditionnement pour le transport, les caractéristiques du déchet, les quantités prévisionnelles.

Eaux azotées de la société Air liquide à Douai:

Consultation de la FIP du 8 janvier 2024. FIP renouvelée le 23/03/2026. Le code déchets est identifié: 16 10 01\*, la signature du producteur de déchet apparaît, le mode de conditionnement pour le transport, les caractéristiques du déchet, les quantités prévisionnelles.

Eternit à Thiant (ETEX) : il s'agit de déchets d'eaux souillées et de peinture. FIP réalisée le 8 janvier 2024. Le code déchet est mentionné: 08 01 15\*, la signature du producteur du déchet apparaît, les caractéristiques du déchet sont décrites, ainsi que les quantités prévisionnelles et le mode de conditionnement pour le transport.

Acide de décapage de la société Verbrugge : FIP en date du 12 janvier 2024 relative à des bains usés de nickel. Le code du déchet est identifié: 11 01 05\*, la signature du producteur du déchet apparaît. Les caractéristiques du déchet sont décrites, ainsi que les quantités prévisionnelles et le mode de conditionnement pour le transport. La périodicité annuelle de mise à jour de la FIP n'est pas respectée.

Acide chlorhydrique de la société ACGR : FIP en date du 10/03/26. Le code du déchet est identifié: 11 01 05\*, la signature du producteur du déchet apparaît. Les caractéristiques du déchet sont décrites, ainsi que les quantités prévisionnelles et le mode de conditionnement pour le transport.

Solution d'acide usagée contenant du cuivre de la société LINXENS : transit administratif (pas de déchargement sur site). FIP en date du 2 janvier 2024. Le code du déchet est identifié: 11 01 05\*, la signature du producteur du déchet apparaît. Les caractéristiques du déchet sont décrites, ainsi que les quantités prévisionnelles et le mode de conditionnement pour le transport. La périodicité annuelle de mise à jour de la FIP n'est pas respectée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit préciser dans son référentiel documentaire son organisation pour assurer une mise à jour annuelle des fiches d'identification préalable des déchets prévue par l'article 8.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2017.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Contrôles d'admission**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.3.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'admission

**Prescription contrôlée :**

Les vérifications à l'entrée doivent faire l'objet de l'établissement par l'exploitant d'un certificat d'acceptation reprenant les informations et les résultats des différents contrôles obtenus sur le déchet Ce document est visé par le Chef de Centre.

Pour chaque déchet, le certificat d'acceptation doit être rédigé en au moins deux exemplaires dont la ventilation est la suivante :

- un exemplaire archivé sur le centre pendant une durée minimale de trois ans ;
- un exemplaire remis au producteur ou au collecteur.

L'exemplaire conservé sur le centre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Les inspecteurs consultent des CAP relatifs à des producteurs expédiant un flux important de déchets vers le site (les mêmes que pour les FIP).

Eaux industrielles de la société AESC à Lambre lez douai: présentation du CAP valable jusqu'au 30/05/2026. Le certificat ne fait pas apparaître les résultats des contrôles réalisés sur le déchet (transit administratif sans déchargement sur site).

Eaux azotées de la société Air liquide à Douai: présentation du CAP valable jusqu'au 23/03/2027. Le certificat ne fait pas apparaître les résultats des contrôles réalisés sur le déchet.

Eternit à Thiant (ETEX) : il s'agit de déchets d'eaux souillées et de peinture. Présentation du CAP valable jusqu'au 29 mars 2025. Le certificat ne fait pas apparaître les résultats des contrôles réalisés sur le déchet.

L'exploitant précisera s'il reçoit toujours des déchets de cet exploitant et si oui, s'il dispose d'un CAP valide.

Acide de décapage de la société Verbrugge: présentation du CAP valable jusqu'au 2 avril 2026. Le certificat ne fait pas apparaître les résultats des contrôles réalisés sur le déchet.

L'exploitant précisera s'il reçoit toujours des déchets de cet exploitant et si oui, s'il dispose d'un CAP valide.

Acide chlorhydrique de la société ACGR : présentation du CAP valable jusqu'au 30/12/2026. Le certificat ne fait pas apparaître les résultats des contrôles réalisés sur le déchet.

Solution d'acide usagée contenant du cuivre de la société LINXENS: présentation du CAP valable jusqu'au 01/01/2027. Le certificat ne fait pas apparaître les résultats des contrôles réalisés sur le déchet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les résultats des contrôles réalisés sur les déchets doivent apparaître sur le CAP. Le modèle de CAP du site sera révisé dans ce sens.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Détection et surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux petits îlots.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.

#### **Constats :**

Des caméras sont disposées sur le site pour permettre de lever le doute sur le départ d'un incendie en cas de détection par les capteurs disposés sur le site. Cette levée de doute est réalisée par l'entreprise en charge de la télésurveillance du site lorsque personne n'est présent sur le site.

Lors de l'inspection, les inspecteurs ont constatés que les caméras n'étaient pas en fonctionnement, et ce depuis plusieurs jours. Par ailleurs, l'exploitant indique qu'il n'est pas en mesure d'assurer qu'une personne arrive sur site sous 15 minutes suivant l'alerte incendie pour lever le doute.

L'inspection propose à Monsieur le préfet, de mettre en demeure la société SARP à Prouvy, de mettre en place les détections et surveillances d'un départ d'incendie conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Outre la remise en service du dispositif de télésurveillance, l'exploitant doit vérifier que les caméras permettent de détecter le départ d'un incendie sur l'ensemble des zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 5 : Rondes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

#### **Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;

b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;



<ul style="list-style-type: none"> <li>- le parcours des rondes et les points d'observation ;</li> <li>- la formation du personnel concerné ;</li> <li>- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;</li> <li>- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les inspecteurs constatent que les rondes ne sont pas organisées à la fermeture du site ou 2 heures après le dernier arrivage de déchets. Les consignes relatives à l'organisation de ces rondes ne sont pas écrites.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le préfet, de mettre en demeure la société SARP à Prouvy, d'organiser des rondes conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place les rondes telles que précitées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 6 : Ilotage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9 II.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots. La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face. La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres. Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot. Les îlots situés en entreposage extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments. Cette distance peut être supprimée si l'une des deux conditions suivantes est respectée : -le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur ; -ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie complété par des moyens automatiques fixes de refroidissement installés sur les parois externes du bâtiment, par exemple un rideau d'eau. Le déclenchement automatique n'est pas requis pour un îlot lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans cet îlot est inférieure à 10 m3 de déchets combustibles ou à 1 m3 de déchets inflammables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant indique qu'il prévoit de créer 2 îlots de moins de 500 m<sup>2</sup> et de</p>

supprimer la zone de stockage A4 de 126 m <sup>2</sup> destiné au stockage de déchets de non dangereux (cubitainers vides). S'il n'y avait pas suppression du stockage A4, l'îlot 1 ferait plus de 500 m <sup>2</sup> . Par mé <sup>l</sup> du 14/04/2026, l'exploitant confirme avoir réalisé ces modifications. L'exploitant précise qu'une révision de l'étude des dangers est en cours et que dans ce cadre, la conformité à l'article 9.II de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 sera examinée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant confirmera à l'Inspection la conformité de son installation aux prescriptions de l'article 9.II de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois